

JURA CRÉATION D'UN COLLECTIF SANTÉ À L'INITIATIVE DU PCF

La santé dans notre département, comme dans beaucoup d'autres qui sont plus particulièrement ruraux, est mise à mal.

Manque de médecins traitants, fermetures de lits dans les hôpitaux, menaces de fermetures des urgences dans les villes du Haut-Jura, de moins en moins de médecins spécialisés qui obligent à faire de nombreux kilomètres pour un rendez-vous de consultation, voilà la réalité.

Face à cela, la population se mobilise en signant une pétition. Ceci est récupéré par des élus UMP et PS pour créer une association « a-politique » en faisant croire qu'ils seront les sauveurs dans notre département et en cachant à la population leur part de responsabilité au niveau national du démantèlement de notre système de santé.

Nous ne pouvons pas rester dans ce constat. Il ne faut pas mentir à ceux qui se mobilisent pour garder le système de santé dans notre département.

Notre réflexion a donc porté sur la création d'un collectif Santé qui participerait dans un premier temps à la bataille

des municipales et aussi des européennes, mais qui irait au-delà.

Santé, protection sociale – avec ce que vient de prendre Hollande comme mesures de réduction des dépenses publiques – doivent être véritablement un axe de bataille pour notre parti et le Front de gauche. La santé est un bien public et doit rester dans le domaine public.

Ce collectif veut rassembler tous ceux et toutes celles qui s'intéressent à l'avenir de notre santé dans ce que représente ce mot au plus large. Ce que nous voulons, c'est avoir une vue de tout ce qui concerne et englobe la santé : du patient, de la protection santé, de la médecine de proximité, de l'hôpital, du traitement de la vieillesse dans notre société. C'est aussi une part de ce que regroupe le handicap.

Ce collectif s'est déjà réuni par deux fois, une prochaine réunion est programmée début février pour préparer un débat départemental annoncé pour le 15 avril 2014.

Nelly Faton

secrétaire départementale PCF/Jura

parole d'élue

que dire en cette fin de mandat ?



par **Christiane Carlin**
conseillère municipale
de Nogent-sur-Oise
chargée de la santé au travail
et de la prévention des risques
pour le personnel

Nogent-sur-Oise est une ville de 20 000 habitants. Quatrième ville de l'Oise, elle emploie environ 400 personnes. Proche de Paris, elle a la prétention de ne pas devenir une ville dortoir.

Mars 2008, après des années de gestion à droite, la liste de gauche, riche de 7 composantes, emporte les élections. Deux communistes sont sur cette liste, je propose au maire, forte de mes convictions, de travailler sur cette question de la santé au travail.

Loin des notions marxistes d'aliénation du travail, je vais essayer de convaincre que travailler se conjugue avec les notions de respect des salariés, de droit du travail, d'épanouissement au travail, que seul le salarié connaît et peut parler de son travail. Je vais régulièrement rappeler les obligations de l'employeur : « garantir la santé physique et psychique des salariés ».

Je ne pense pas avoir mesuré les difficultés que j'allais devoir affronter, convaincue de la justesse de cette idée de santé, j'ai rapidement compris que celle-ci ne faisait pas l'unanimité. Ma mission fût d'ailleurs vite bornée par le maire qui a toujours été informé de mes actions : que je puisse aborder la santé au travail, la prévention des risques fût possible, les questions d'organisation du travail n'ont pas été de ma compétence. Cela aurait pu être un frein, ce ne le fût pas.

En ce début de mandat, j'ai travaillé avec la direction et je me suis mise à la disposition du personnel, tenant des permanences : le « dire » est devenu possible, la règle posée était celle de l'écoute, le respect de la parole reçue. Il s'est ainsi établi une confiance, avec les salariés et avec les responsables. Le groupe (direction-Acme- élue) a, durant ces années, échangé, trouvé des solutions, proposé des actions.

Le droit a été respecté, le service santé/travail est devenu une entité connue, le DUE a été réalisé, des groupes de réflexions sont constitués en partenariat avec les organisations syndicales ; des liens sont établis avec le médecin du travail mais aussi avec des partenaires extérieurs comme vie libre ou l'Anpaa. Certains ont été une aide pour l'organisation de débats publics sur le thème du travail.

Je pense que la confiance établie a été déterminante. Il m'a fallu trouver ma place, m'imposer en tant qu'élue communiste, prouver que la santé au travail n'était pas un gadget (lorsque le nombre d'AT a été divisé par 2, mon action a été prise au sérieux).

Nos villes, nos territoires... ne seraient rien sans le personnel, nous devons de mettre en œuvre cette idée que s'épanouir au travail est possible. Traiter cette question, c'est aussi avancer vers une autre société.